

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Côte-Saint-Luc _____

Code géographique : 66058 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Angelo Marino, atteste la véracité du rapport financier

de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Côte-Saint-Luc pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-24 .
(Date)

Signature

Date

2018-05-14

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Aux membres du conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Côte Saint-Luc, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Côte Saint-Luc au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Pour ce qui est de la page 19 portant sur l'endettement total net à long terme, nous attirons l'attention sur le fait que le calcul inclut les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain qui ne sont pas auditées en date de notre rapport.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

Montréal
Le 14 mai 2018

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° 117472

DATE 2018-05-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	59 963 422	59 865 825	58 545 350
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 313 760	1 505 085	1 428 317
Quotes-parts	3			
Transferts	4	334 000	4 069 566	3 177 652
Services rendus	5	2 547 045	2 687 948	2 415 651
Imposition de droits	6	2 621 643	3 629 523	3 203 126
Amendes et pénalités	7	455 000	491 918	503 965
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	627 500	570 578	638 118
Autres revenus	10	466 580	158 997	1 859 039
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	68 328 950	72 979 440	71 771 218
Charges				
Administration générale	14	10 730 472	11 278 523	13 736 279
Sécurité publique	15	14 095 521	13 748 529	13 831 884
Transport	16	12 466 584	15 008 064	14 175 514
Hygiène du milieu	17	9 192 217	8 828 151	8 598 300
Santé et bien-être	18	369 721	356 099	369 140
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 172 911	1 105 843	1 098 978
Loisirs et culture	20	15 243 924	16 387 822	15 050 722
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 134 600	1 418 339	1 696 711
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	64 405 950	68 131 370	68 557 528
Excédent (déficit) de l'exercice	25	3 923 000	4 848 070	3 213 690
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		33 619 580	30 405 890
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		33 619 580	30 405 890
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		38 467 650	33 619 580

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 587 379	4 420 534
Débiteurs (note 5)	2	13 205 821	12 921 670
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	1 499 600	1 377 400
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	22 292 800	18 719 604
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 804 968	8 971 410
Revenus reportés (note 12)	12	823 653	767 970
Dette à long terme (note 13)	13	52 112 408	52 022 981
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	62 741 029	61 762 361
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(40 448 229)	(43 042 757)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	78 435 348	76 023 164
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		286 205
Stocks de fournitures	19	256 565	286 152
Autres actifs non financiers (note 17)	20	223 966	66 816
	21	78 915 879	76 662 337
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	38 467 650	33 619 580

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 923 000	4 848 070	3 213 690
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	7 402 172)	(8 772 358)
Produit de cession	3		323 581	1 331 051
Amortissement	4		4 724 262	4 435 192
(Gain) perte sur cession	5		228 350	(1 047 112)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(2 125 979)	(4 053 227)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		29 587	(2 715)
Variation des autres actifs non financiers	10		(157 150)	(48 703)
	11		(127 563)	(51 418)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 923 000	2 594 528	(890 955)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(43 042 757)	(42 151 802)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(43 042 757)	(42 151 802)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(40 448 229)	(43 042 757)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 848 070	3 213 690
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 724 262	4 435 192
Autres			
- (Gain)/perte sur succession	3	228 350	(1 047 112)
- Tranf-prop. dest. à la revente	4	(286 205)	
	5	9 514 477	6 601 770
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 151)	(2 702 814)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	833 558	(58 924)
Revenus reportés	9	55 683	(307 563)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(122 200)	198 300
Propriétés destinées à la revente	11	286 205	
Stocks de fournitures	12	29 587	(2 715)
Autres actifs non financiers	13	(157 150)	(48 703)
	14	10 156 009	3 679 351
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 402 172)	(8 772 358)
Produit de cession	16	323 581	1 331 051
	17	(7 078 591)	(7 441 307)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	4 876 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 839 600)	(5 130 400)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	53 027	(120 229)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	89 427	(5 250 629)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 166 845	(9 012 585)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 420 534	13 433 119
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 420 534	13 433 119
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	7 587 379	4 420 534

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal reconstitué le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

Lors des défusions municipales au 1er janvier 2006, le réseau artériel des voies de circulation est devenue une compétence d'agglomération et tous les actifs du réseau sont demeurés dans les états financiers de la Ville de Montréal. Depuis le 1er janvier 2009, suite à l'adoption du projet de Loi 22, le réseau artériel des voies de circulation est redevenu une compétence locale.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent le déficit de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 12 et 13, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1, 16-2 et 16-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

À part le régime de retraite, la ville de Côte Saint-Luc n'offre pas d'autres avantages sociaux futurs (assurance vie, assurance soins de santé, banque de congés de maladie, ...).

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans avec un ajustement afin de tenir compte des cotisations versées d'avance et des cotisations à recevoir.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o.
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o.
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 sera amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Dettes à long terme**

Le remboursement en capital de la dette à long terme est imputé à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales sous la rubrique de conciliation à des fins fiscales.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 7 587 379	4 420 534
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 7 587 379	4 420 534
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 155 823	2 249 397
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 721 382	1 811 145
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 239 359	7 361 431
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 2 476 774	1 897 728
Organismes municipaux	15 323 535	320 154
Autres		
- Droits de mutation	16 917 653	1 135 317
- Autres	17 527 118	395 895
	18 13 205 821	12 921 670
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 2 908 910	3 507 076
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 2 908 910	3 507 076
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 201 378	203 613
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 499 600	1 377 400
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	1 499 600	1 377 400

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 637 400	1 317 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	59 312	55 916
	43	1 696 712	1 373 016

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 048 473	3 180 758
Salaires et avantages sociaux	48	2 871 087	3 442 589
Dépôts et retenues de garantie	49	1 943 803	1 866 026
Provision pour contestations d'évaluation	50	559 001	37 132
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Divers	53	382 604	444 905
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	9 804 968	8 971 410

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Divers	66	332 700	295 956
-	67		
-	68		
- Transfert	69	490 953	472 014
	70	823 653	767 970

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,25	2018	2037	71	53 196 100	53 159 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	53 196 100	53 159 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(1 083 692)	(1 136 719)
					81	52 112 408	52 022 981

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2017</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2018	82	90	5 230 800	98	107	115	5 230 800
2019	83	91	5 350 100	99	108	116	5 350 100
2020	84	92	5 209 800	100	109	117	5 209 800
2021	85	93	5 417 100	101	110	118	5 417 100
2022	86	94	4 554 700	102	111	119	4 554 700
2023 et +	87	95	27 433 600	103	112	120	27 433 600
	88	96	53 196 100	104	113	121	53 196 100
Intérêts et frais accessoires				105	()	122	()
	89	97	53 196 100	106	114	123	53 196 100

Note

		2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(40 448 229)	(43 042 757)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()	()
Autres	126	()	()
	127	(40 448 229)	(43 042 757)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	13 756 741	156	319 578	183		210	14 076 319
Eaux usées	129	1 434 571	157		184		211	1 434 571
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	67 412 040	158	2 716 425	185		212	70 128 465
Autres	131	23 041 786	159	1 134 627	186		213	24 176 413
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	41 881 569	161	2 293 487	188		215	44 175 056
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	12 544 521	163	663 248	190	1 307 624	217	11 900 145
Ameublement et équipement de bureau	136	5 875 133	164	217 280	191		218	6 092 413
Machinerie, outillage et équipement divers	137	1 443 811	165	57 527	192		219	1 501 338
Terrains	138	6 290 065	166		193	(237 373)	220	6 527 438
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>173 680 237</u>	168	<u>7 402 172</u>	195	<u>1 070 251</u>	222	<u>180 012 158</u>
Immobilisations en cours	141		169		196		223	
	142	<u>173 680 237</u>	170	<u>7 402 172</u>	197	<u>1 070 251</u>	224	<u>180 012 158</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	2 835 181	171	370 122	198		225	3 205 303
Eaux usées	144	872 156	172	34 813	199		226	906 969
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	50 164 812	173	1 468 228	200		227	51 633 040
Autres	146	14 578 892	174	622 238	201		228	15 201 130
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	16 462 074	176	1 338 251	203		230	17 800 325
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	7 041 680	178	621 614	205	804 525	232	6 858 769
Ameublement et équipement de bureau	151	5 012 378	179	203 598	206		233	5 215 976
Machinerie, outillage et équipement divers	152	689 900	180	65 398	207		234	755 298
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>97 657 073</u>	182	<u>4 724 262</u>	209	<u>804 525</u>	236	<u>101 576 810</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>76 023 164</u>					237	<u>78 435 348</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	286 205
	251	286 205
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	286 205
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Divers	254	89 966
- Regime de retraite	255	134 000
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	223 966
		66 816
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	() (
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2018: 5 835 999 \$ plus taxes
2019: 3 678 615 \$ plus taxes
2020: 3 537 041 \$ plus taxes
2021: 2 619 031 \$ plus taxes
2022: 2 330 947 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 500 000 \$ par année.

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 29 000 000\$ par année pour les services reçus.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

d) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2017, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

À la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité salariale, une entente a été conclue entre la Ville et les différents syndicats représentant ses employés afin de s'assurer du respect des différents paramètres de cette loi. Au 31 décembre 2017, des paiements rétroactifs ont été versés à la majorité des employés. La Ville a évalué le montant restant à payer à ses employés, par conséquent, une provision de 377 900 \$ a été inscrite aux livres de la Ville pour régler l'équité salariale et d'autres ajustements de la rémunération rétroactive.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	59 963 422	59 865 825			59 865 825	58 545 350
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 313 760	1 505 085			1 505 085	1 428 317
Quotes-parts	3						
Transferts	4	334 000	977 551			977 551	1 092 463
Services rendus	5	2 547 045	2 687 948			2 687 948	2 415 651
Imposition de droits	6	2 621 643	3 629 523			3 629 523	3 203 126
Amendes et pénalités	7	455 000	491 918			491 918	503 965
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	627 500	570 578			570 578	638 118
Autres revenus	10	466 580	158 997			158 997	1 859 039
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	68 328 950	69 887 425			69 887 425	69 686 029
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		3 092 015			3 092 015	2 085 189
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		3 092 015			3 092 015	2 085 189
	21	68 328 950	72 979 440			72 979 440	71 771 218
Charges							
Administration générale	22	10 730 472	10 958 020	320 503		11 278 523	13 736 279
Sécurité publique	23	14 095 521	13 696 470	52 059		13 748 529	13 831 884
Transport	24	12 466 584	13 112 724	1 895 340		15 008 064	14 175 514
Hygiène du milieu	25	9 192 217	8 231 337	596 814		8 828 151	8 598 300
Santé et bien-être	26	369 721	356 099			356 099	369 140
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 172 911	1 093 341	12 502		1 105 843	1 098 978
Loisirs et culture	28	15 243 924	14 540 778	1 847 044		16 387 822	15 050 722
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 134 600	1 418 339			1 418 339	1 696 711
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		4 724 262	(4 724 262)			
	33	64 405 950	68 131 370			68 131 370	68 557 528
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 923 000	4 848 070			4 848 070	3 213 690

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 923 000	4 848 070	3 213 690
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 3 092 015)	(2 085 189)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 923 000	1 756 055	1 128 501
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		4 724 262	4 435 192
Produit de cession	5		323 581	1 331 051
(Gain) perte sur cession	6		228 350	(1 047 112)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		5 276 193	4 719 131
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		(286 205)	
Réduction de valeur / Reclassement	10		286 205	
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 702 600)	(4 241 434)	(4 551 500)
	18	(3 702 600)	(4 241 434)	(4 551 500)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	152 609)	58 500)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			110 094
Excédent de fonctionnement affecté	21			500 439
Réserves financières et fonds réservés	22	(170 500)	(274 905)	107 016
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(220 400)	(477 414)	609 149
	26	(3 923 000)	557 345	776 780
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 313 400	1 905 281

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 092 015	2 085 189
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(2 437 301)	(2 084 204)
Sécurité publique	3	(5 716)	()
Transport	4	(3 283 671)	(2 205 417)
Hygiène du milieu	5	(433 326)	(1 495 528)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(1 242 158)	(2 987 209)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(7 402 172)	(8 772 358)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 876 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	152 609	58 500
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		45 517
Excédent de fonctionnement affecté	16		774 052
Réserves financières et fonds réservés	17	478 713	936 846
	18	631 322	1 814 915
	19	(1 894 850)	(6 957 443)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 197 165	(4 872 254)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	14 664 114	16 173 125	17 220 522
Charges sociales	2	5 101 910	4 162 688	4 158 052
Biens et services	3	15 486 309	14 465 244	12 773 712
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 108 000	1 298 906	1 612 581
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	26 600	119 433	84 130
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	28 019 017	27 187 712	28 273 339
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		4 724 262	4 435 192
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	64 405 950	68 131 370	68 557 528

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 380 585	6 118 409
Excédent de fonctionnement affecté	2		
Réserves financières et fonds réservés	3	3 239 515	3 386 116
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	349 600 ) (	399 500)
Financement des investissements en cours	5	(947 283)	(2 138 466)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	28 144 433	26 653 021
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	38 467 650	33 619 580
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	8 380 585	6 118 409
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	8 380 585	6 118 409
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve - Service de l'eau	27	376 851	371 038
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	376 851	371 038
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	494 759	532 726
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 172 863	1 166 880
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Réserve Parc/Réserve Sinistre	45	111 350	178 753
-Frais de financement	46	1 083 692	1 136 719
	47	2 862 664	3 015 078
	48	3 239 515	3 386 116

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (349 600) ()	(399 500)
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (349 600) ()	(399 500)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (349 600) ()	(399 500)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (349 600) ()	(399 500)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 2 059 342	2 004 144
Investissements à financer	83 (3 006 625 ) (	4 142 610)
	84 (947 283)	(2 138 466)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 78 435 348	76 023 164
Propriétés destinées à la revente	86	286 205
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 78 435 348	76 309 369
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 78 435 348	76 309 369
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (52 112 408 ) (	52 022 981)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 083 692 ) (	1 136 719)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 2 908 910	3 507 076
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (50 287 190 ) (	49 652 624)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (3 725 ) (	3 724)
	100 (50 290 915 ) (	49 656 348)
	101 28 144 433	26 653 021

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 377 400	1 575 700
Charge de l'exercice	4 (1 637 400)	(1 317 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 759 600	1 118 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 499 600</u>	<u>1 377 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 35 829 500	33 028 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>36 542 200</u>)	(<u>35 056 800</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (712 700)	(2 028 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 212 300</u>	<u>3 405 900</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 499 600	1 377 400
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 499 600</u>	<u>1 377 400</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 35 829 500	33 028 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>36 542 200</u>)	(<u>35 056 800</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>712 700</u>)	(<u>2 028 500</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 038 700	1 868 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u> </u>	<u>(275 700)</u>
	20 2 038 700	1 592 600
Cotisations salariales des employés	21 (823 100)	(722 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 1 215 600	870 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 329 600	276 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	<u>109 600</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u> </u>
Autres	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 545 200</u>	<u>1 256 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 843 400	1 743 900
Rendement espéré des actifs	33 (<u>1 751 200</u>)	(<u>1 683 200</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>92 200</u>	<u>60 700</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 637 400</u>	<u>1 317 100</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 144 400	2 046 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 751 200)	(1 683 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 393 200	363 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 470 800	(1 211 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 925 900	1 082 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 36 804 600	33 366 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,25 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	9	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>10 044</u>	<u>8 778</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	59 312	55 916
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>59 312</u>	<u>55 916</u>

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	53 196 100
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 006 625
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	2 908 910
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	53 293 815
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	-----------	--

Endettement net à long terme	16	53 293 815
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	191 061
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	3 804 000
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	57 288 876
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	28 948 000
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	28 948 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	86 236 876
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	56 242 797	56 095 141	55 017 088
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	3 637 577	3 687 644	3 433 469
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	59 880 374	59 782 785	58 450 557
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	83 048	83 040	94 793
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	83 048	83 040	94 793
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	83 048	83 040	94 793
	26	59 963 422	59 865 825	58 545 350

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	440 503	522 880
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	794 297	903 245
	35	1 234 800	1 426 125
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 234 800	1 426 125
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	78 960	78 960
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	78 960	78 960
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	1 313 760	1 505 085
			1 428 317

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	14 188	7 679
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	14 085	86 108
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		30 772
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	328 000	607 118
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	6 000	3 815
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	8 562	8 698
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	73 700	212 326
Autres	88	214 914	139 762
Réseau d'électricité	89		
	90	334 000	1 092 463

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91	1 786 758	1 866 623
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	1 034 391	157 271
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	155 670	
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	118 111	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111	(2 915)	61 295
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	3 092 015	2 085 189

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 334 000	4 069 566	3 177 652

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	60 000	60 000
Sécurité civile	146		
Autres	147	15 800	4 675
	148	75 800	64 675
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	30 000	27 776
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	30 000	27 776
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	105 800	92 451

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184		
	185		
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193	55 000	91 418
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	55 000	91 418
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209	44 500	96 024
	210	44 500	96 024
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222	2 341 745	2 383 023
	223	2 341 745	2 383 023
Réseau d'électricité			
	224		
	225	2 441 245	2 570 465
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	2 547 045	2 415 651

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227 491 643	555 217	575 530
Droits de mutation immobilière	228 2 130 000	3 074 306	2 627 596
Droits sur les carrières et sablières	229		
Autres	230		
	231 2 621 643	3 629 523	3 203 126
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232 455 000	491 918	503 965
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234 627 500	570 578	638 118
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235 10 000	(228 350)	1 047 112
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241		
Autres	242 456 580	387 347	811 927
	243 466 580	158 997	1 859 039
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	458 378	552 781		552 781		414 741
Greffe et application de la loi	2	497 017	557 627		557 627		427 005
Gestion financière et administrative	3	8 897 252	8 951 714	320 503	9 272 217		12 100 175
Évaluation	4	239 806	232 508		232 508		237 507
Gestion du personnel	5	638 019	663 390		663 390		556 851
Autres							
-	6						
-	7						
	8	10 730 472	10 958 020	320 503	11 278 523		13 736 279
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	8 833 275	8 583 893	18 770	8 602 663		8 678 110
Sécurité incendie	10	4 168 416	4 044 256		4 044 256		4 141 326
Sécurité civile	11	1 093 830	1 068 321	33 289	1 101 610		1 012 448
Autres	12						
	13	14 095 521	13 696 470	52 059	13 748 529		13 831 884
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 546 986	2 984 429	1 627 602	4 612 031		3 902 052
Enlèvement de la neige	15	3 154 939	3 528 941	164 073	3 693 014		3 387 044
Éclairage des rues	16	521 745	543 566	103 665	647 231		582 033
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 242 914	6 055 788		6 055 788		6 304 385
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	12 466 584	13 112 724	1 895 340	15 008 064		14 175 514

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 091 705	6 201 200	400 180	6 601 380	6 283 339	
Traitement des eaux usées	25			31 790	31 790	31 311	
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 374 272	1 319 535		1 319 535	1 771 889	
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	304 040	295 196	164 844	460 040	511 761	
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	180 000	181 020		181 020		
Traitement	32						
Matériaux secs	33	173 000	173 776		173 776		
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36	69 200	60 610		60 610		
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	9 192 217	8 231 337	596 814	8 828 151	8 598 300	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	369 721	356 099		356 099	369 140	
	44	369 721	356 099		356 099	369 140	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 172 911	1 093 341	12 502	1 105 843	1 098 978	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48						
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 172 911	1 093 341	12 502	1 105 843	1 098 978	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	2 180 335	2 362 717	547 915	2 910 632	2 373 377
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 415 738	1 324 434	21 352	1 345 786	1 260 692
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 294 053	1 990 171	159 389	2 149 560	2 132 596
Parcs et terrains de jeux	56	5 356 030	5 134 540	697 685	5 832 225	5 382 412
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	525 589	519 791		519 791	451 499
	60	11 771 745	11 331 653	1 426 341	12 757 994	11 600 576
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					306 313
Bibliothèques	62	3 450 079	3 188 813	411 819	3 600 632	3 117 055
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	22 100	20 312	8 884	29 196	26 778
	66	3 472 179	3 209 125	420 703	3 629 828	3 450 146
	67	15 243 924	14 540 778	1 847 044	16 387 822	15 050 722
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 108 000	1 298 906		1 298 906	1 612 581
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		92 200		92 200	60 700
Autres	72	26 600	27 233		27 233	23 430
	73	1 134 600	1 418 339		1 418 339	1 696 711
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75			4 724 262	(4 724 262)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Ville de Côte Saint-Luc

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Côte Saint-Luc (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Montréal
Le 14 mai 2018

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° 117472

DATE 2018-05-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	59 865 825
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	496 999
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 630 571
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	52 732 253

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 642 271 813
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>4 647 237 313</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>4 644 754 563</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 3 5 3 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	319 578	10 246
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		11 811
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 716 425	1 893 789
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	1 134 627	2 864 630
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 293 487	1 590 708
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	663 248	1 963 297
Ameublement et équipement de bureau	18	57 527	344 119
Machinerie, outillage et équipement divers	19	217 280	93 758
Terrains	20		
Autres	21		
	22	7 402 172	8 772 358

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	319 578	10 246
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		11 811
Autres infrastructures	27	3 851 052	4 758 419
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	3 231 542	3 991 882
	34	7 402 172	8 772 358

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	7 402 172	8 772 358
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	7 402 172	8 772 358

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	49 652 624	4 876 000	4 241 434	50 287 190
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 652 624	4 876 000	4 241 434	50 287 190
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 507 076		598 166	2 908 910
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 507 076		598 166	2 908 910
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 507 076		598 166	2 908 910
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	3 507 076		598 166	2 908 910
	19	53 159 700	4 876 000	4 839 600	53 196 100
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	53 159 700	4 876 000	4 839 600	53 196 100

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2	239 806	232 508	237 507
Autres	3	4 311 523	4 182 678	4 161 893
Sécurité publique				
Police	4	7 661 529	7 431 883	7 591 198
Sécurité incendie	5	4 160 265	4 035 565	4 134 759
Sécurité civile	6	133 310	129 314	132 173
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	27 668	26 839	19 951
Transport collectif	9	6 242 913	6 055 789	6 304 385
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 312 337	2 254 360	2 794 173
Matières résiduelles	12	809 919	785 642	803 011
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	160 748	154 826	160 496
Autres	17	208 973	201 273	208 644
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	570 362	552 731	558 040
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	354 654	344 023	351 629
Activités culturelles	23	825 010	800 281	815 480
Réseau d'électricité				
	24			
	25	28 019 017	27 187 712	28 273 339

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	88,00	35,00	113 599,00	4 475 441	1 114 208	5 589 649
Professionnels	2	6,00	35,00	9 796,00	527 380	131 296	658 676
Cols blancs	3	120,00	35,00	149 507,00	5 401 655	1 344 798	6 746 453
Cols bleus	4	106,00	38,00	166 467,00	5 487 911	1 366 273	6 854 184
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	320,00		439 369,00	15 892 387	3 956 575	19 848 962
Élus	9	9,00			280 738	206 113	486 851
	10	329,00			16 173 125	4 162 688	20 335 813

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		45 456	110 214		155 670
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		34 488	83 623		118 111
Autres	16	963 363	820 861	2 011 561		3 795 785
	17	963 363	900 805	2 205 398		4 069 566

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	266 657	451 721
	4	266 657	451 721
Sécurité publique			
Police	5	46 951	53 194
Sécurité incendie	6	354	326
Sécurité civile	7	38 270	42 250
Autres	8		
	9	85 575	95 770
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	120 538	119 349
Enlèvement de la neige	11	143 824	161 832
Autres	12	22 154	23 927
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	286 516	305 108
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	160 856	156 047
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	50 720	62 589
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	211 576	218 636
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	22 033	26 339
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	22 033	26 339
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	415 192	443 390
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	129 962	154 858
Autres	38	828	889
	39	545 982	599 137
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 418 339	1 696 711

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Brownstein, Mairie	52 854	16 476
S. Goldbloom, Conseiller District 1 *	15 246	7 623
O. Sebag, Conseiller District 1 **	2 372	1 186
M. Cohen, Conseiller District 2	17 618	8 808
D. Berku, Conseillère District 3	17 618	8 808
S. Erdelyi, Conseiller District 4	17 618	8 808
A. Levine, Conseiller District 5 *	15 246	7 623
M. Kujavski, Conseiller District 5 **	2 372	1 186
G. Nashen, Conseiller District 6 *	15 246	7 623
D. Tordjman, Conseiller District 6 **	2 372	1 186
S. Benizri, Conseiller District 7	17 618	8 808
R. Kovac, Conseillère District 8	17 618	8 808
M. Brownstein, Conseil Agglomération	11 161	

Note

Note * 1 janvier 2017 au 12 novembre 2017

** 13 novembre 2017 au 31 décembre 2017

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	2 500 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	13 314 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	11 500 \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	\$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	\$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 57 936 700

Taxes spéciales

Service de la dette 2

Activités de fonctionnement 3 3 704 800

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5 79 230

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 61 720 730

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10

Égout 11

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13

Autres

-

14

-

15

-

16

Centres d'urgence 9-1-1 17

Service de la dette 18

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25

26 61 720 730

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	475 346
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	861 654
	9	1 337 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 337 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	78 960
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	78 960

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 415 960

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 643 223 198	X 5 1,0601	/100\$ 6 38 759 234				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 768 817 140	X 8 1,2668	/100\$ 9 10 039 376				
Immeubles non résidentiels	10 213 154 675	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 20 508 700	X 20 2,1202	/100\$ 21 428 400				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 49 227 010	26 ()	27 (50 000)	28 8 759 690	29 57 936 700
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 3 643 223 198	X 5 0,0508	/100\$ 6 1 849 187				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 768 817 140	X 8 0,0508	/100\$ 9 390 175				
Immeubles non résidentiels	10 213 154 675	X 11 0,6875	/100\$ 12 1 465 438				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 20 508 700	X 20 0,0001	/100\$ 21 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 3 704 821	26 ()	27 ()	28 (21)	29 3 704 800

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	61 720 730
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	50 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 857 194
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	53 913 536

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>4 645 703 713</u>
--	----	----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	| | 1 | , | 1 | 6 | 0 | 5 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 225 128			428 400	10 429 551	
De secteur	2	74 800					
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	10 299 928			428 400	10 429 551	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	40 558 421			61 641 500
De secteur	10	4 430			79 230
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13				
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	40 562 851			61 720 730

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>

Catégorie 1 - 1 \$ à 44 999 999 \$ - Assiette 184 487 375 \$ - Taux adopté 4.0019 - Revenus bruts 7 383 000\$

Catégorie 2 - 45 000 000 \$ et plus - Assiette 28 667 300 \$ - Taux adopté 4.8023 - Revenus bruts 1 376 690\$

Non audité

La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles
en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	<input type="checkbox"/>	13	<input checked="" type="checkbox"/>	14	<input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	<input type="checkbox"/>	16	<input checked="" type="checkbox"/>	17	<input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	<input type="checkbox"/>	19	<input checked="" type="checkbox"/>	20	<input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	<input type="checkbox"/>	22	<input checked="" type="checkbox"/>		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	<input type="checkbox"/>	24	<input checked="" type="checkbox"/>		
Si oui, indiquer le montant.	25					\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitali- sation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26					\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27				64 904 860	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28				4 739 800	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29				1 279 390	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30				(381 920)	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5801 boul Cavendish
(no) (rue)
Côte Saint-Luc H4W 3C3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 485-6800
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 485-8666
(ind. rég.) (numéro)

Courriel infocsl@cotesaintluc.org

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Angelo Marino

Téléphone (514) 485-6800
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 485-8666
(ind. rég.) (numéro)

Courriel amarino@cotesaintluc.org

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Rhornton SENCLR

Titre Associé

Adresse 600 rue de la Gauchetiere Ouest
(no) (rue)
Montréal H3B 4L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 878-2691
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127
(ind. rég.) (numéro)

Courriel regimbal.christine@rcgt.com

Responsable du dossier Christine Regimbal

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Angelo Marino , atteste que le rapport financier de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Côte-Saint-Luc .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Côte-Saint-Luc consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Côte-Saint-Luc détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 4 848 070 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1353 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-14 15:46:44

Date de transmission au Ministère :